

les quatre grandes forces de la société, et dans les quatre grands ressorts du progrès social et de l'activité humaine, qui sont l'agriculture, la manufacture, le commerce et la littérature.

Abordons maintenant le premier moyen d'équilibre social tel que nous le comprenons.

Ce premier moyen serait la création *d'écoles primaires et professionnelles* dans chaque commune, c'est-à-dire dans la dernière division administrative et à la portée du dernier des paysans, sans aucune exception.

Les écoles primaires en France et même en Prusse où l'éducation est obligatoire, ne réalisent pas ce que nous demandons.

Il y a en France particulièrement plusieurs communes sans instituteur, nous en voudrions un dans chaque commune.

Les instituteurs des campagnes sont généralement si misérables que la plupart ne reçoivent que 200 à 300 fr. par an et sont obligés de prendre part au travail agricole au lieu de se perfectionner dans leur profession; en Prusse, il y a des instituteurs campagnards qui gagnent à peine 80 écus par an, mais ils sont quelquefois pasteurs et maîtres d'école tout ensemble, ce qui est un avantage pour le moins financier. En France l'instituteur primaire ne peut, avec moins de 500 fr. de fixe, s'acquitter de ses fonctions d'une façon profitable à la commune. Aujourd'hui, partout plus ou moins, l'instituteur est généralement mal rétribué au point

---

administratives disponibles, des longueurs du surnumérariat et de la somme nécessaire pour prétendre à de tels emplois. Le moyen est peut-être un peu exclusif, mais il n'en saurait être autrement là où l'organisation générale du travail n'existe pas. A ce titre la France n'est pas plus avancée que la Prusse et l'Angleterre.